Non aux violences sexistes et sexuelles !

Mobilisons-nous le 25 novembre !

Le ministère communique sur la protection de l'enfance et l'égalité femmes-hommes.
Mais derrière les éléments de langage, la réalité est glaçante et les moyens ne suivent pas.

Ce que disent vraiment les chiffres

- Un carnage silencieux : **160 000 enfants victimes** de violences sexuelles chaque année, soit un enfant toutes les 3 minutes. 3 élèves par classe, en moyenne, en sont victimes. Parmi les personnes mises en cause dans les situations de VSS, 94 % sont des hommes.
- Une parole systématiquement mise en doute : un.e enfant sur deux n'est pas cru.e quand iel parle, et ce chiffre grimpe à plus de 6 sur 10 pour les enfants en situation de handicap.
- En 2024, au moins 21 880 enfants étaient concerné.es par des violences conjugales, avec **des conséquences psychologiques** pour elles et eux, mais aussi 94 enfants orphelins en 2024 suite à des morts violentes au sein du couple.
- **Une impunité organisée** : 64 % des mis en cause ne sont pas poursuivables, avec un classement sans suite dans plus de 6 cas sur 10. À l'âge adulte, 5,4 millions de personnes déclarent avoir subi des violences sexuelles avant 18 ans — 8 sur 10 sont des femmes.
- Une école qui n'est pas épargnée : **dans les lycées professionnels, particulièrement exposés** du fait des périodes de stage, on recense 23 incidents graves pour 1 000 élèves chaque année. Un étudiant ou stagiaire sur trois déclare avoir été victime de violences sexistes et sexuelles durant son stage ou son alternance.

Comme le rappelle la CIIVISE depuis 2023 : **la parole des enfants se heurte encore trop souvent au silence des institutions**.

Ces enfants, ce sont nos élèves !

En tant que personnels de l'Éducation nationale, nous côtoyons ces enfants chaque jour.

Ce ne sont pas des chiffres abstraits : ce sont nos élèves, celles et ceux que nous accueillons, écoutons et accompagnons au quotidien.

Face à cette réalité, nous avons le devoir de nous mobiliser : c'est notre responsabilité collective, en tant que professionnel·les de l'éducation, de porter ce combat et d'exiger les moyens de protéger réellement les enfants dont nous avons la charge.

Pour signer la pétition contre le questionnaire sur les VSS

La réalité des moyens face aux discours institutionnels de 2026 : les mêmes logiques de désengagement

Aujourd'hui, l'État multiplie les rapports, les plans et les annonces, mais les recommandations de la CIIVISE restent très largement inappliquées. **Les postes de médecins scolaires, d'infirmières et d'assistantes sociales manquent cruellement**, alors que ce sont précisément ces personnels qui permettent de repérer et d'accompagner les enfants victimes.

Dans le même temps :

- Les stages et périodes de formation en milieu professionnel (PFMP), en particulier en lycée professionnel, exposent des adolescent.es isolé.es à des situations de violence, sans recours clair en cas d'agression.
- La formation des personnels à la détection et à la prise en charge des violences reste insuffisante et trop souvent facultative.
- Les séances d'EVAR ou EVARS ne sont pas réalisées dans toutes les classes, par manque de volonté collective, de formation, de budget ou de liens avec des associations agréées et de confiance.
- Les dispositifs de protection de l'enfance sont sous-dotés, alors que le 119 traite chaque année des dizaines de milliers de situations d'enfants en danger.

Les enseignant·es, CPE, AED, infirmier·es et assistant·es sociales du primaire comme du secondaire savent repérer la souffrance des enfants et des jeunes. Mais sans temps, sans formation et sans personnels en nombre suffisant, **la protection de l'enfance reste un slogan sans les moyens de sa politique**. Et ce n'est pas un questionnaire annuel standardisé avec des cases à cocher qui va permettre la libération et la prise en compte de la parole des victimes.

La CGT éduc 69 appelle les personnels à se mobiliser à l'occasion du 20 novembre (journée internationale des droits de l'enfant) et du **25 novembre**, journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes, pour exiger de véritables moyens de prévention, de détection et de prise en charge des violences sexistes et sexuelles à l'école.

Mobilisons-nous pour la protection réelle des enfants et des femmes.